

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 9 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **A la traîne...**
- 2) **Elle lui rabaisse le caquet !**
- 3) **Met de l'huile...**
- 4) **Une arme impitoyable**
- 5) **Elle comprend toujours pas...**
- 6) **L'année noire pour les libéraux**
- 7) **"Tout le monde s'en fout »**



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Primaire de la gauche : l'avance de Valls se réduit



Manuel Valls reste préféré à Arnaud Montebourg par les sympathisants de gauche au premier tour, mais plus au second (Reuters)

De 20 points le mois dernier, l'avance de Manuel Valls sur Arnaud Montebourg n'est plus que de 12 points. Enseignement du sondage Ifop à paraître dans le JDD portant sur des souhaits de victoire sur l'ensemble des sympathisants de gauche (et à ne pas confondre donc avec des intentions de vote chez des personnes "certaines" de se rendre aux urnes). L'ancien Premier ministre obtient désormais la préférence de 36% des sondés, en recul de neuf points par rapport à notre précédente enquête réalisée début décembre dans la foulée du renoncement de François Hollande. Mais attention : la liste définitive des candidats n'était pas encore connue et Vincent Peillon, donné à 9% aujourd'hui, ne s'était pas encore déclaré.

Montebourg préféré à Valls au second tour

Manuel Valls devance donc Arnaud Montebourg, qui recule d'un point à 24%, et Benoît Hamon, qui gagne sept points (21%) et confirme sa progression déjà observée dans une enquête Harris cette semaine. Sylvia Pinel arrive cinquième en recueillant la préférence de 7% des sympathisants de gauche, devant François de Rugy (2%, -3) et Jean-Luc Bennahmias (1%, =). Chez les seuls sympathisants PS, Manuel Valls est

à 51% (18% pour Montebourg, 16% pour Hamon).

Au second tour, c'est en revanche Arnaud Montebourg qui est préféré à l'ancien chef de gouvernement, à 52% contre 48%. Les rapports s'inversent par rapport au mois dernier puisque Manuel Valls devançait son ancien ministre à 51% contre 49%.

Un "potentiel de participation" à 2,5 millions d'électeurs

Cette enquête Ifop mesure par ailleurs à environ 2,5 millions d'électeurs le "potentiel de participation" pour cette primaire de la gauche. C'est à peu le même nombre d'électeurs que lors du premier tour de la primaire socialiste de 2011 (2,66) mais nettement moins que les 4,3 millions d'électeurs de la primaire de la droite le 20 novembre dernier. Les sympathisants socialistes seraient logiquement les plus mobilisés, même si seulement 16% d'entre eux intègrent l'indice de participation (contre 5,5% de l'ensemble des électeurs inscrits)

Sondage effectué du 3 au 5 janvier par questionnaire auto-administré en ligne, auprès d'un échantillon de 1.964 personnes de plus de 18 ans (méthode des quotas), dont ont été extraites les réponses de 705 sympathisants de gauche.

Arnaud Focraud - leJDD.fr

Dans l'enquête Ifop-JDD portant sur des souhaits de victoire, Manuel Valls a la préférence des sympathisants de gauche. Mais l'ex-Premier ministre perd neuf points, que lui prend la candidature Peillon. Arnaud Montebourg, qui reste deuxième devant Benoît Hamon, est désormais donné en tête d'un second tour contre Valls.



II) Emmanuel Macron violemment recadré par une ministre



©Wochit

Il est en marche et cartonne dans les sondages, mais l'ascension d'Emmanuel Macron pourrait être bloquée par Marisol Touraine. Son ancienne collègue au gouvernement a suivi le meeting du candidat à Nevers ce vendredi 6 janvier.

Et la ministre de la Santé n'a rien laissé passer. Sur son compte Twitter, elle a prouvé qu'elle était prête à ne lui faire aucun cadeau notant des approximations sur son thème de prédilection. "Je veux fixer comme objectif que la génération française qui naît aujourd'hui sera la première génération sans tabac", a déclaré Emmanuel Macron. Un air de déjà vu pour Marisol Touraine.

"L'objectif est déjà fixé, cher Emmanuel ! Mais tu es le bienvenu. Je n'ai demandé aucun copyright sur cette belle ambition", a-t-elle posté sur Twitter en relayant un message de son ministère datant de 2014.

<http://dai.ly/x57p5g9>

Emmanuel Macron violemment recadré par une ministre par 6MEDIAS

D'autres points ont aussi fait mal aux oreilles de Marisol Touraine comme sa volonté de "demander une évaluation du tiers payant". "Pour info, cher Emmanuel Macron, les Français, eux, ont déjà évalué : 73% sont hostiles à sa suppression...!" , lui a-t-elle rétorqué. Sur le dossier des maisons pluridisciplinaires de santé, elle l'a aussi taclé. "Donc, cher Emmanuel Macron, tu proposes de multiplier par 2 en 5 ans ? On vient de multiplier par 10 en 5 ans. Pourquoi ralentir la dynamique ?" , s'est-elle interrogée.

orange.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Marine Le Pen en campagne dans l'Eure : première sortie, premier raté



Marine Le Pen en campagne à Ecois, dans l'Eure, le 6 janvier 2017. (CHARLY TRIBALLEAU / AFP)



Marie Guichoux

Pour son entrée en campagne, la présidente du FN a choisi le bureau de Poste d'Ecouis pour une visite consacrée au "dépérissement" des services publics. Mauvaise pioche.

C'est à Ecouis, bourgade de l'Eure, que Marine Le Pen a entamé sa campagne de terrain pour la présidentielle. A chaque étape, une thématique. Celle de ce vendredi après-midi se veut consacrée au "dépérissement" des services publics, qui crée "des inégalités entre les citoyens". Le décor est parfait, avec la Poste d'Ecouis et sa façade fatiguée. Guichet et boîte aux lettres y auraient fermé si la Poste n'était en cours de transformation en Maison des services au public (MSAP).

Les 847 habitants d'Ecouis et ceux des environs peuvent y trouver leurs services postaux, mais aussi bientôt un guichet de la CAF et un de Pôle emploi. Ils sont venus attendre celle qui parle "au nom du peuple". A l'arrivée de la candidate, Fiona, 25 ans, enclenche la vidéo sur son portable. Ses potes, Jonathan, chauffeur routier et Anthony, intérimaire dans l'industrie, s'exclament : "On va la voir pour de vrai !".

Plus loin, un ancien électeur du Front national comme beaucoup dans les environs, raconte qu'il l'a choisie depuis un bail : "Tout ce qu'elle dit, ça arrive." Alors il a la foi.

Couac à la Poste

Marine Le Pen s'engouffre dans la petite Poste. Elle se désole des "services publics quasiment en état de faillite". Rien ne pourrait subsister, dit-elle, si la commune n'avait mis la main à la poche. "Les collectivités locales s'organisent pour la persistance de ces services", lance-t-elle de sa voix assurée. Un postier intervient : "Mais c'est un financement tripartite de la Poste, de l'Etat et des opérateurs" qui fait tourner la Maison des services d'Ecouis. Pas les collectivités locales...

Marine Le Pen persiste, le postier aussi. Pas démontée, la candidate lui réplique : "Comme quoi, on avait raison de poser les bonnes questions !" Et elle tourne les talons pour reprendre la route. Cette première sortie en fanfare est un premier raté. Un couac, dans une campagne qui se veut hyper-pro.

La caravane FN s'ébranle, laissant les postiers et le maire ébahis. "Je m'étonne qu'elle ne soit plus

au courant", dit l'édile d'Ecouis, Patrick Loseille :

"C'est à l'initiative de la Poste qu'il a été possible de pérenniser ce bureau, la commune n'a pas mis un euro."

Il n'a pas ceint son écharpe tricolore pour la venue de la candidate. "C'est une élue comme je suis un élu". Sans étiquette, il compte bien dans son conseil municipal des partisans du FN mais pas que. Lui, comme les agents de La Poste, se souviendront de ce vendredi de campagne. Soufflés par l'aplomb de la candidate, ils ont aussi affronté la tornade de caméras et appareils photos des reporters, amochant le radiateur et bousculant leurs deux fauteuils usés.



Marie Guichoux, à Ecouis

nouvelobs.com

IV) Critiquer les médias n'est pas seulement un sport national, c'est aussi une arme politique

Paul Conge Histoire

La critique réactionnaire a toujours concurrencé la critique sociale des médias. La première a le vent en poupe.

Critiquer les médias n'est pas seulement un sport national, c'est aussi une carte à jouer en politique. Quelques responsables de premier plan sont venus rappeler, ces derniers mois, que le media bashing pouvait s'inscrire dans une stratégie de campagne. Qu'elle jaillisse de François Fillon, vainqueur de la primaire de la droite, qui fustige la «dictature des sondages et des médias» (3 novembre); de Manuel Valls, ex-Premier ministre, qui oppose aux journalistes que «c'est vous qui êtes enfermés dans le système, qui représentez le système, ce dont les Français ne veulent plus» (13 décembre); de Marine Le Pen, patronne du Front National, qui plastronne que «seuls les médias, les politiques, le show-biz sont pour l'accueil des migrants» (15 septembre) ; ou encore de Jean-Luc



C'est à dire les tout-puissants financiers et leurs guignols, les marionnettes médiatiques, politiques, tous ces gens-là !

Capture Youtube

Mélenchon, candidat de «l'insoumission», rompu à l'exercice, pour qui les médias sont «la deuxième peau du système» (7 avril), la critique des médias s'invite décidément à toutes les tables.

Venant de personnalités qui campent les plateaux de télévision, ces réprobations ne laissent pas de surprendre. L'attitude faussement bipolaire à l'égard des médias –je vous tacle mais je compte sur vous– dit assez du profit politique qu'ils espèrent en retirer. Qu'ils tancent le «système» des médias, ou ses supposées dérives dictatoriales, leurs propos n'ont pourtant rien de très nouveau. Quand les ancêtres de MM. Valls et Fillon concourraient pour la Chambre des députés, au début du XXe siècle, l'intellectuel autrichien Karl Kraus fulminait déjà contre les «bourreurs de crâne» et la propagande des patrons de journaux.

Leurs propos s'ancrent dans d'antiques traditions de la contestation de la presse –une critique sociale, et une critique réactionnaire–, qu'ils reprennent sous forme de vulgates.

1. La tradition de la critique sociale

C'est au cours du XIXe siècle que la contestation des médias se montre soluble dans la politique. Les décennies suivant la Révolution, «penseurs et militants progressistes craignent de plus en plus que ce moyen d'expression soit économiquement accaparé par la bourgeoisie», pointe l'historien Dominique Pinsolle dans *Le Monde diplomatique*. Sous la Monarchie de Juillet (1830-1848), une nouvelle presse industrielle,

avec *Le Siècle* et *La Presse*, voit le jour. Contre la presse, une critique sociale bourgeoise. L'essor du marxisme fournit aux mouvements ouvriers des clés d'analyses efficaces. On dénonce la férule des «puissances d'argent» sur les journaux. Une rhétorique en vogue, autant qu'une lecture de la domination sociale. «L'idée selon laquelle la presse ne sert, de manière générale, que les intérêts de la bourgeoisie qui la possède est alors largement répandue», note Pinsolle.

Avec les premières gazettes tombent les premières critiques de la presse. Au milieu du XVIIIe siècle, Voltaire traite cruellement les journalistes de «canailles de la littérature» dans *L'Encyclopédie* quand Diderot préconise de «prendre tout ce qu'ils déprisent et de rejeter tout ce qu'ils relèvent». La littérature digère mal l'émergence de la figure du journaliste. En témoignent les rebuffades de Balzac contre les «publicistes» (ainsi qu'on appelait les journalistes autrefois), ou du «rienologue», qui «n'ose point dire les choses comme elles sont», ainsi qu'il les décrit sa *Monographie de la presse parisienne* (1843).

En 1897, Jean Jaurès, alors député du Tarn, écrit dans *La Revue bleue*, une feuille socialiste, que «l'industrie du journal est entrée dans la période de la grande industrie». Les journaux «ne sont donc plus, dans l'ensemble, que des outils aux mains du capital». Dès 1844, le député Louis Blanc en éprouvait les prémices. À ses yeux, l'arrivée en masse de la publicité dans la presse allait transformer «en un trafic vulgaire ce qui est une magistrature», et la presse allait dévier pour devenir «le porte-voix de la spéculation».

Outre-Rhin, on ne dit pas autre chose: «Les journaux, alors qu'ils conservent l'apparence de promoteurs d'idées, n'ont cessé d'évoluer, passant du statut d'éducateurs, voire de professeurs du peuple, vers celui de laquais des riches», observe Ferdinand Lassalle, l'un des réformateurs du socialisme allemand. Pour lui la presse, ce business comme un autre, est «la plus vulgaire des opérations commerciales» mais surtout «la pire ennemie qui soit, car elle revêt l'apparence d'un ami».

«Une aristocratie sûre de ses droits»

Quarante ans plus tard, cette contestation perdure. Dans les travées de l'hémicycle, en 1936, le rédacteur en chef de l'Humanité, Paul Vaillant-Couturier, alors député sans parti car brouillé avec le Parti Communiste, tonne contre «la presse qui ment, la presse qui tue» gangrenée par des «trusts de journaux, des journaux de trust».

Héritant de ces motifs, le «Programme commun» de la gauche en 1972 clame encore l'urgence de «soustraire l'information à la domination de l'argent». Même Lionel Jospin ne déroge pas à la règle. En 2005, dans un livre à la tonalité étonnamment pamphlétaire, *Le Monde comme je le vois* (Gallimard), l'ancien chef du gouvernement et candidat malheureux de la présidentielle de 2002 casse son image de politicien lisse en pourfendant une «aristocratie sûre de ses droits»:

«Nombre de médias audiovisuels ou de la presse écrite sont possédés en France par de grands groupes industriels (...) ou bien ont ouvert largement leur capital à des groupes économiques ou financiers. On se doute que ces médias –au-delà des choix des journalistes eux-mêmes– sont globalement sensibles à l'idéologie et à la mentalité de ces mieux, et en diffusent largement les arguments dans le public», écrit-il.

Depuis, à part de timides poussées, cette critique sociale disparaît des radars du Parti socialiste. Revigorée par les ouvrages de Bourdieu (sur l'emprise du journalisme) et Serge Halimi (sur la connivence avec les puissants) au milieu des années 1990, par le travail de journaux militant (PLPL, Le Plan B, Acrimed), les films de Pierre Carles et certains ouvrages de sociologie du journalisme, cette critique sociale a trouvé un second souffle dans la bouche de Jean-Luc Mélenchon.

Son discours, en écho à celui des écoles socialistes, étripe la «médiacratie», «seconde peau

du système»; médias qui «maintiennent l'ordre établi», «aboient et ostracisent le FDG [Front de gauche] en meute». Sur sa chaîne YouTube, le 17 novembre, le candidat à la présidentielle évoque la grève d'iTélé, et touche du doigt l'idée que la critique des médias ne peut être isolée du reste du tissu social: «Il y a un jeune journaliste qui a dit: "Finalement, les patrons de la télé obtiennent ce qu'ils veulent par la force". Erreur! Les patrons obtiennent par la force tout ce qu'ils veulent, partout.»

2.La critique réactionnaire

L'autre contestation à décortiquer est réactionnaire. Dès le XIXe siècle, elle provient d'intellectuels et d'hommes politiques issus des confins de la droite chrétienne, férus de morale et de Christ.

Le théologien danois Soren Kierkegaard voue ainsi aux gémonies la presse quotidienne. Pour le philosophe, c'est presque une névrose obsessionnelle. Il en décrie le «caractère démoniaque». Ses livres dévoilent une condamnation impitoyable du journalisme basée sur l'éthique chrétienne. «Si le Christ revenait au monde aujourd'hui, il ne fait aucun doute que ce ne serait pas les évêques qu'il clouerait au pilori, mais les journalistes», sermonne le théologien en 1849. Pour l'auteur du *Traité du désespoir*, la presse exerce une influence corruptrice sur la société en décadence. Il tient les journalistes, qu'il dépeint comme des «charretiers de nuit», à ce point en horreur, qu'il propose tout bonnement de les fusiller.

«Dieu sait que mon âme est exempte de férocité et je crois avoir au plus haut point conscience de devoir me justifier devant Die ; et pourtant, pourtant je serais prêt, au nom de Dieu, à prendre sur moi la responsabilité de crier "Feu" pour peu que je me sois assuré auparavant avec la rigueur la plus scrupuleuse, la plus minutieuse que les canons des fusils ne seraient braqués sur aucun autre être humain, sur aucune créature vivante autre que des journalistes», écrit-il en 1843.

À la différence de la précédente, la tradition de la «réaction», c'est-à-dire pour qui toute avancée sociale est vaine, s'adosse continûment à une morale. Puisque la presse court après le sensationnel, et qu'elle procure à ses lecteurs loisirs et distractions, elle ne peut être qu'un poison conduisant à l'anomie de la civilisation européenne, car «le but de toute éducation morale, écrit Kierkegaard en taclant les ancêtres de TF1, doit être avant toute chose d'écarter les

gens d'une vie où la gratification est instantanée».

En Europe, les droites catholiques font le signe de croix devant l'essor des journaux, qu'elles accusent de délivrer des messages contradictoires avec ceux des prêtres. On piétine ses plates-bandes. En Grande-Bretagne, le poète Matthew Arnold retourne la morale chrétienne contre la presse. L'historien réactionnaire allemand Heinrich von Treitschke écrira que «la majorité [des journalistes] est formée d'individus menant une existence à la Catalina qui ont échoué dans la vie», faisant référence à Lucius Catalina qui, par deux fois, a comploté pour faire chuter le Sénat romain. Cette fois, c'est l'édifice moral de l'Europe qui menacerait de s'écrouler.

Journalisme «vulgaire» et «de cabaret»

Plusieurs textes dans la même veine sont publiés en France. Sauf que les réactionnaires cernent vite le profit qu'ils ont à tirer à s'exprimer eux-mêmes dans les journaux. Ils font ainsi contre-feux. Le 8 novembre 1843, le Semeur, le porte-voix de l'intégrisme catholique, publie ainsi un éditorial aux hormones contre la presse concurrente. Il taxe les journalistes de La Gazette, une feuille royaliste, de «violateurs du sabbat qui veulent conserver quelque apparence du christianisme et ne pas convenir qu'ils se mettent au-dessus de la loi de Dieu». À ce «journalisme vulgaire», il oppose un «journal vraiment chrétien».

Les canards n'étant plus des anomalies du paysage, ce sont dorénavant des types de journalisme (plutôt que le journalisme en tant que tel) qui sont visés. Sous la III^e République, les canards s'identifient à des sensibilités politiques; leurs plumes mènent souvent des carrières politiques. Au sein de cette presse clivée, les conservateurs vont reprocher aux feuilles progressistes de faire des ravages.

On le voit dès les premières heures de la Commune de Paris. Le directeur du Figaro, Hippolyte de Villemessant, est alors très remonté contre les insurgés, «cette tourbe de ribauds, d'athées, de brouillons, d'énergumènes et de niais menée à l'assaut par le lie de la basse littérature, de l'avocasserie infime et du journalisme de cabaret». Les séditieux ont l'outrecuidance d'imprimer leurs propres journaux –avant d'envahir, le 19 mars 1871, les locaux du quotidien conservateur, qui cessera plusieurs semaines de paraître.

La critique nationaliste du XX^e siècle

Au XX^e siècle, L'Action française, chantre du «nationalisme intégral», verse avec verve dans la réprobation contre les journalistes. Léon Daudet, écrivain nationaliste, élu député de Paris en 1919, y a son rond de serviette, à l'instar, bien sûr, du théoricien monarchiste Charles Maurras, qui en est le directeur.

Sans être des ennemis du journalisme –Daudet dans un bréviaire louera le «journalisme d'autrefois»– tous deux en dénoncent la servilité et tombée en décadence. Le 30 janvier 1933, Hitler est bombardé chancelier allemand. Dans l'édition de l'AF du lendemain, Maurras a des envolées lyriques: «Hitler a eu des hauts et des bas (...) Ces reculs avaient bien parus s'accroître ces temps derniers, et notre presse servile, nos journaux de mangeoire et de râtelier, en avaient tiré leurs conséquences intéressées sur le fatal reflux de l'esprit de guerre allemand».

D'obédience antisémite et monarchiste, l'AF mitraille aussi ad hominem les journalistes franc-maçon (comme Mariot Sermet) ou juifs (comme Rosenthal, repeint en «individu à bobine d'Assyrien»), dans le cadre d'une dénonciation plus vaste de la République et de l'oligarchie. Sans surprise, la critique de la presse n'est alors qu'un morceau d'une propagande plus générale. Et celle du XXI^e siècle...

Un tel habillage se retrouve des décennies plus tard chez Jean-Yves Le Gallou, ancien dirigeant du Front National et fondateur du Club de l'Horloge, le célèbre think tank d'extrême droite des années 1970. Le Gallou est aussi une figure cardinale de la «dissidence», et de la «réinformation», concept qu'il a forgé. Voici comment il résumait, en 2014, sa vision du monde médiatique:

«Nous vivons dans une démocratie d'apparence. En réalité le régime que nous subissons est une tyrannie: une tyrannie médiatique. Les médias sont le principal instrument du pouvoir: ce sont les troupes d'occupation mentale qui colonisent nos esprits; ils se prétendent les dispensateurs du beau, du bien et du vrai; ils sélectionnent les "élites", si l'on ose dire, politiques; ce sont eux qui asservissent le peuple à l'idéologie politiquement correcte, à l'idéologie cosmopolite, marchande, mondialiste, immigrationniste, homosexueliste.»

À quelques microns près, ces réprobations sont les mêmes dans la galaxie de la «réinfosphère». Parfois appelée «fachosphère», cette addition de sites d'actualité sélective, ne jurant que par les

sujets «immigration» et «identité», se sont donnés pour cible les médias qui ne partagent pas leurs points de vue, multipliant les insultes de type «journalopes» ou «merdias». L'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique (Ojim), cofondée par Le Gallou en 2012, se livre ainsi à une critique quotidienne des médias qu'il accuse, pêle-mêle, de «déli d'islamisme» et de «propagande émotionnelle» sur les migrants.

Au webzine StreetPress, qui écrit beaucoup sur les sans-papiers, l'Ojim reproche de ne pas dénoncer «l'ensauvagement des mœurs» des «voyous des banlieues». Bref, de «prôner indirectement toutes les conditions culturelles nécessaires à imposer en Europe un libéralisme communautariste et libertaire à l'américaine».

Un «diagnostic» pas si différent de celui de Marine Le Pen, qui claironnait le 18 septembre que «le multiculturalisme est une religion, enseignée dans nos écoles et diffusée par les médias». Si ses rapports avec la «réinfosphère» se sont distendus, elle a publiquement soutenu le site Fdesouche, vaisseau amiral de la mouvance et, d'après le journaliste Dominique Albertini, entretient encore des liens avec Jean-Yves Le Gallou.

Critique sociale, critique réactionnaire, les deux semblaient irréconciliables. Pourtant, les frontières ont cessé d'être aussi nettes. Depuis quelques années, la critique issue de la droite radicale décerne d'embarrassantes médailles à la critique de gauche. On entend Louis Aliot employer l'expression «chien de garde», fauchée à Serge Halimi (et l'intellectuel Paul Nizan), l'Ojim encenser Pierre Bourdieu, Acrimed, ou détrousser la sociologie critique en lui piquant le concept d'«habitus», d'«entre-soi», autrefois l'apanage de la critique de gauche. Un brouillage des lignes qui ne profite qu'à la seconde.

Paul Conge



LAPRESSEENREVUE.EU

V) Valls et le 49-3: pour Royal, son revirement est "difficilement compréhensible"

Concernant le 49-3, Ségolène Royal a jugé ce dimanche le revirement de Manuel Valls "difficilement compréhensible" ajoutant que les membres du gouvernement ont "beaucoup souffert" du recours à cette arme constitutionnelle. L'ancien Premier ministre y avait eu recours lorsqu'il était à Matignon, pour la loi Macron et la loi Travail.



"On a beaucoup souffert du 49-3", a déclaré Ségolène Royal. ©Jacques Demarthon/AFP

La ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, a jugé ce dimanche 8 "difficilement compréhensible" le revirement de Manuel Valls sur le 49-3, ajoutant que les membres du gouvernement ont "beaucoup souffert" du recours à cette arme constitutionnelle. Interrogée sur la volte-face de l'ancien Premier ministre sur le 49-3, Mme Royal a rétorqué lors du Grand Rendez-Vous sur Europe 1/i>télé/Les Echos: "c'est difficilement compréhensible. C'est vrai, cela n'a pas été compris de l'opinion".

Est-ce une position sincère de la part de ce candidat à la primaire organisée par le PS? "J'espère que c'est sincère s'il le dit, mais ce n'est pas compréhensible", a-t-elle ajouté. S'il plaide désormais pour cantonner le 49-3 aux textes budgétaires, M. Valls y a pourtant eu recours lorsqu'il était à Matignon, pour la loi Macron et la loi Travail. Mais il en a rejeté jeudi soir la responsabilité sur les frondeurs socialistes: "on m'a imposé le 49-3".

"On a beaucoup souffert du 49-3. Même en tant que membres du gouvernement, on a beaucoup souffert. Tout le travail positif qu'on faisait à côté était étouffé par les manifestations, par les protestations. Les Français avaient déjà subi les épreuves du terrorisme, les forces de l'ordre

étaient déjà fatiguées, épuisées. Donc cette séquence-là, personnellement, je l'ai très mal vécue", a lancé Mme Royal.

Et de souligner qu'"en plus il y a eu des policiers blessés, cette image de voiture de police incendiée, des policiers qui ont failli brûler à l'intérieur, qui a fait le tour du monde et donné une image de la France terrible, des gens qui ont perdu les yeux dans les manifestations (...) C'était trop. Les Français ont quand même le droit à un peu de bonheur, d'apaisement".

"Je crois que les stratégies qui consistent à mettre des tensions dans la société sont des mauvaises stratégies. Le 49-3, il ne peut pas être utilisé contre notre propre majorité parlementaire sur des textes qui ne méritent pas de mettre comme ça le pays en très grande difficulté, en très grande tension", a insisté la ministre.

Auteur : La rédaction de FranceSoir.fr avec AFP



VI) Les libéraux ont reculé un peu partout en 2016

Is ne doivent s'en sentir que plus stimulés



The Economist

Pour certains libéraux, 2016 restera dans les mémoires comme une année amère. Si vous

croyez, comme 'The Economist', en une économie libre et des sociétés ouvertes, où la libre-circulation des biens, capitaux, personnes et idées est encouragée, où la loi protège les libertés universelles des abus de l'État, alors l'année 2016 aura été une année de reculs. Pas uniquement à cause du Brexit et de l'élection de Donald Trump. En raison aussi de la tragédie en Syrie, abandonnée à ses souffrances, et du soutien populaire qu'obtiennent les "démocraties non libérales" en Hongrie, en Pologne et ailleurs. Le mot "mondialisation" est devenu une insulte, les mots "nationalisme", et même "autoritarisme", prospèrent. En Turquie, le soulagement après l'échec d'une tentative de coup d'État a fait place à des répressions sauvages approuvées par la majorité. Aux Philippines, les électeurs ont élu un président qui déploie des escadrons de la mort et se vante publiquement d'appuyer personnellement sur la gâchette. Pendant ce temps, la Russie, qui a piraté la démocratie occidentale, et la Chine, qui vient de provoquer l'Amérique en s'emparant de l'un de ses drones maritimes, présentent le libéralisme comme le masque d'une volonté d'expansion occidentale.

"Le mot "mondialisation" est devenu une insulte, les mots "nationalisme", et même "autoritarisme", prospèrent"

Sous cette avalanche, des libéraux – ceux qui se revendiquent du courant marché libre – perdent leur sang-froid. Certains rédigent des épitaphes à l'ordre libéral et prophétisent une démocratie en danger. D'autres répondent qu'avec un léger ajustement des lois sur l'immigration et une ou deux taxes douanières, tout reviendra à la normale. Ce n'est pas suffisant. La moisson amère de 2016 n'a pas soudainement détruit le credo libéral, qui est que le libéralisme est le meilleur moyen d'apporter la dignité, la prospérité et l'égalité. Au lieu d'éviter la bataille des idées, les libéraux devraient s'y jeter avec ardeur.

Les roues du moulin

Depuis un quart de siècle, les choses ont été trop faciles pour le libéralisme. Sa suprématie depuis l'effondrement du communisme soviétique a engendré paresse et complaisance.

Alors que les inégalités grandissaient, les gagnants de la société se sont convaincus qu'ils vivaient dans une méritocratie – et que leur réussite était donc méritée. Les experts recrutés pour développer l'économie s'émerveillaient de leur propre génie. Les gens ordinaires ont alors vu la richesse comme le masque des privilèges et

l'expertise comme la défense maquillée d'intérêts personnels.

Après avoir été si longtemps au pouvoir, les libéraux, surtout eux, auraient dû prévoir le retour de bâton. Le libéralisme sait que détenir le pouvoir sans interruption corrompt, parce qu'il s'agit d'une famille d'idées qui a émergé au début du XIX^e siècle pour s'opposer au despotisme, à la monarchie absolue et à la terreur révolutionnaire. Les privilèges s'auto-perpétuent. Le consensus étouffe la créativité et l'initiative. Dans un monde en constante mutation, les controverses et les batailles ne sont pas seulement inévitables, mais bienvenues, car elles conduisent au renouvellement.

“Depuis un quart de siècle, les choses ont été trop faciles pour le libéralisme. Sa suprématie depuis l'effondrement du communisme soviétique a engendré paresse et complaisance.”

Plus encore, les libéraux ont quelque chose à offrir aux sociétés qui peinent à s'adapter au changement. Au XIX^e siècle, comme aujourd'hui, les vieilles façons de faire ont été détruites par des forces implacables, technologiques, économiques, sociales et politiques.

Les gens ont envie d'ordre. La solution non libérale a été de mettre en place quelqu'un avec suffisamment de pouvoir pour décider de ce qui est bien, ralentir le changement, s'ils sont conservateurs, ou renverser l'autorité, s'ils sont révolutionnaires. Vous retrouvez cela dans les appels à “reprenre le contrôle”, ainsi que dans la bouche des autocrates qui en appellent à un nationalisme belliqueux pour pouvoir tenir leur promesse d'endiguer la marée cosmopolite.

Les libéraux proposent une autre voie. Au lieu d'être concentré, le pouvoir devrait être dispersé, en s'appuyant sur la force du droit, des partis politiques et des marchés en concurrence. Au lieu de mettre les citoyens au service d'un État puissant et protecteur, le libéralisme voit les individus comme seuls capables de choisir ce qui est le mieux pour eux-mêmes. Au lieu de diriger le monde par la guerre et le conflit, les pays devraient plébisciter le commerce et les traités.

Ces idées se sont enracinées en Occident et en dépit du flirt de M. Trump avec le protectionnisme, elles survivront probablement. Mais seulement si le libéralisme peut résoudre son autre problème : la perte de foi dans le progrès. Les libéraux pensent que le changement est bienvenu parce que globalement, il apporte du

mieux. Bien sûr, ils peuvent démontrer que la pauvreté au niveau mondial, l'espérance de vie, les opportunités et la paix progressent, en dépit des conflits au Moyen-Orient. Et de fait, pour la plupart des gens sur terre, il n'y a jamais eu meilleur moment pour être vivant.

“Au lieu de mettre les citoyens au service d'un État puissant et protecteur, le libéralisme voit les individus comme seuls capables de choisir ce qui est le mieux pour eux-mêmes”

Une grande partie du monde occidental ne le voit pas de cet œil. Pour elle, le progrès profite principalement aux autres. La richesse n'est pas bien répartie, les nouvelles technologies détruisent des emplois qui ne reviendront jamais, une sous-classe sociale est exclue de l'aide ou de la réinsertion, et les autres cultures constituent une menace, parfois violente.

S'il veut à nouveau prospérer, le libéralisme doit également répondre aux pessimistes. Durant ses dernières décennies de règne, les solutions libérales ont été très décevantes. Alors qu'au XIX^e siècle, les réformateurs libéraux ont affronté le changement par la scolarisation universelle, un grand programme de travaux publics et la promulgation des premiers droits des travailleurs. Plus tard, les citoyens ont obtenu le droit de vote, la prévoyance sociale, un filet de sécurité. Après la Seconde guerre mondiale, l'Amérique a bâti un ordre mondial libéral par les relais d'institutions comme les Nations unies et le FMI, pour donner un ancrage à cette vision.

Aucune idée, ne serait-ce que moitié moins ambitieuse, ne vient d'Occident ces temps-ci. Il faut que cela change. Les libéraux doivent étudier les perspectives que la technologie et les besoins sociaux vont ouvrir. Le pouvoir pourrait être transmis de l'État aux mégapoles, qui sont des laboratoires de politiques nouvelles. La politique pourrait échapper aux stériles querelles partisans grâce à de nouvelles formes de démocratie locale. Le labyrinthe des taxes et des réglementations pourrait être reformulé pour être plus rationnel. La société pourrait transformer l'éducation et le travail pour que l'“université” soit un lieu où vous revenez à plusieurs reprises au cours de plusieurs carrières dans des secteurs émergents. Les possibilités doivent encore être imaginées, mais un système libéral, dans lequel la créativité individuelle, les préférences et l'esprit d'entreprise s'expriment pleinement, est plus susceptible de les rendre possibles que tout autre.

Le rêve de la raison

Depuis 2016, ce rêve est-il possible ? Il faut mettre les choses en perspective. Ce journal pense que le Brexit et une présidence Trump vont s'avérer coûteux et néfastes. La mixture actuelle de nationalisme, de corporatisme et de mécontentement populaire nous inquiète. Mais 2016 représente aussi une volonté de changement. N'oubliez jamais la capacité qu'ont les libéraux à se réinventer.

“La mixture actuelle de nationalisme, de corporatisme et de mécontentement populaire nous inquiète. Mais 2016 représente aussi une volonté de changement”

Ne sous-estimez pas la capacité des gens, y compris l'administration Trump et un Royaume-Uni post-Brexit, à réfléchir et trouver une solution à leurs problèmes. L'objectif est de canaliser ce désir turbulent, tout en défendant la tolérance et l'ouverture d'esprit qui sont les pierres angulaires d'un monde libéral et décent.

lenouveleconomiste.fr

Le nouvel
Economiste.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Le problème de la primaire à gauche: tout le monde s'en fout ...

Contrairement à la primaire de la droite, la primaire de la gauche intéresse très peu les internautes si l'on en juge par l'activité sur les réseaux sociaux. Une différence spectaculaire et cruelle, à 15 jours du premier tour qui a lieu le 22 janvier.



La visibilité sur le Web des sept candidats à la primaire de la gauche est très variable. (c) AFP

Après le succès de la primaire de la droite et du centre, tous les regards sont tournés vers celle de la Belle Alliance Populaire. Avec un nom porteur d'une promesse si forte, cette "BAP" devrait réussir à mobiliser les sympathisants de gauche en particulier et les Français en général, avec pour objectif de choisir avec enthousiasme le candidat qui représentera la gauche lors de la présidentielle. Mais force est de constater que l'enthousiasme fait défaut. Et le bel élan attendu n'existe pas si l'on prend comme thermomètre l'activité des réseaux sociaux. Le sujet ne fait pas parler les internautes et pour s'en rendre compte il suffit de comparer le nombre de messages pendant 7 jours sur les 2 primaires sur une même période (soit 15 jours avant le premier tour): seulement 46.600 messages sur la primaire de la gauche contre 214.700 messages sur la primaire de la droite et du centre ... une comparaison sans appel !

Nombre de messages sur le web 15 jours avant le premier tour des élections

(Twitter, Facebook, Forums, Blogs, Commentaires articles, ...)

- Primaire de la droite et du centre 214 700 messages
- Primaire de la belle alliance populaire 46 600 messages

Source : Talkwalker / Dentsu consulting

Les internautes **NE PARLENT PRESQUE PAS** de la primaire de la Belle alliance populaire, mais là où le "non intérêt" est encore plus frappant, c'est lorsque l'on regarde sur les forums. En effet aucune question - même d'ordre purement pratique - n'est posée sur la primaire de la gauche, alors qu'elles étaient nombreuses durant la primaire de la droite et du centre, qu'il s'agisse des modalités du vote, des dates et lieux des débats ou du profil des candidats.

Qu'il s'agisse de Valls (encore s'en sort-il mieux que les autres), de Montebourg, ou de Peillon, ils ne génèrent que peu de commentaires et ne parviennent pas à mobiliser. Les internautes ne comprennent que rarement le POURQUOI de ces multiples candidatures et ce que chacun peut leur apporter. Seules les annonces spécifiques et l'actualité télé provoquent un peu plus de visibilité et des commentaires sur leurs programmes ou idées. C'est particulièrement flagrant cette semaine sur Manuel Valls qui a connu deux légers pics de visibilité sur le Web : le 3 janvier lors de l'annonce de son programme et le 5 lors de son passage sur France 2.



Nous sommes donc face à une élection qui intéresse peu et des candidats qui ne suscitent pas d'intérêt, et ce à 15 jours du premier scrutin. Autant dire que les débats vont être plus qu'un point d'orgue dans le dispositif électoral: ils seront le moteur (ou pas...) de la primaire et de la participation. C'est d'autant plus vrai que la réalité de la visibilité est assez variable entre les 7 candidats. Seuls 2 candidats émergent réellement sur la Toile. Les 5 autres restent loin en dessous de la ligne de visibilité attendue pour un candidat, certains sont même invisibles (François de Rugy et Jean-Luc Bennahmias). Cette situation est là encore très particulière et bien différente de la primaire de la droite, où même les plus « petits » candidats, comme Jean-Frédéric Poisson parvenaient à émerger.

Nombre de messages sur le web francophone entre le 31 décembre 2016 et le 6 janvier 2017		
N°1	Manuel Valls	44 000 messages
N°2	Vincent Peillon	27 100 messages
N°3	Arnaud Montebourg	10 300 messages
N°4	Benoit Hamon	8 580 messages
N°5	Sylvia Pinel	2 438 messages
N°6	Jean-Luc Bennahmias	735 messages
N°7	François de Rugy	516 messages

Source : Talkwalker / Dentsu Consulting

politique, surtout depuis l'élimination de Nicolas Sarkozy qui était le champion sur le sujet. Pour autant il ne faut pas négliger ces signaux, et ce pour deux raisons. Tout d'abord c'est un indicateur d'intérêt incontestable, même si cela ne signifie pas adhésion comme on l'a observé. Ensuite c'est une question de bon sens : on ne vote pas pour quelqu'un que l'on ne connaît pas ! Si les candidats veulent mobiliser, il faut que les électeurs les connaissent ainsi que leurs idées et leurs programmes, c'est le préambule incontournable. Il sera donc instructif de suivre l'audience des 3 débats télévisés (avant le premier tour) et de croiser cette information avec la visibilité on line de chaque candidat avant, pendant et après.

L'ensemble des données sont issues de l'observation des réseaux sociaux et du web, à l'aide des outils TALKWALKER, Make_Me_stats, Visibrain et Gravt. Ces observations se font à l'aide de requêtes et de croisements d'informations issues de l'expérience et de la connaissance des équipes de DENTSU CONSULTING. Pendant toute la campagne présidentielle, Challenges et Dentsu Consulting s'associent pour observer ce qui frémuit sur les réseaux sociaux et internet, et que les sondages ne détectent pas forcément...

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

L'enjeu de visibilité sur le Net est souvent relativisé par les observateurs et spécialistes de la